

Mémoires du général baron de Marbot

CHAPITRE PREMIER

Origine de ma famille. — Mon père entre aux gardes.
— La famille de Certain. — Vie au château de Larivière. — Episode d'enfance.

Je suis né le 18 août 1782, au château de Larivière, que mon père possédait sur les rives de la Dordogne, dans la belle et riante vallée de Beaulieu, sur les confins du Limousin et du Quercy, aujourd'hui département de la Corrèze. Mon père était fils unique. Son père et son grand-père l'ayant été aussi, une fortune territoriale fort considérable pour la province s'était accumulée sur sa tête. La famille de Marbot était de noble origine, quoique depuis longtemps elle ne lit précéder son nom d'aucun titre. Selon l'expression de ce temps-là, elle vivait *noblement*, c'est-à-dire de ses propres revenus, sans y joindre aucun état ni aucune industrie. Elle était alliée à plusieurs gentilshommes du pays et faisait société avec les autres, tels que les d'Humières, d'Estresse, Cosnac, La Majorie, etc., etc.

Je fais cette observation, parce que, à une époque où la noblesse était si hautaine et si puissante, l'amitié qui unissait la famille de Marbot à des maisons illustres, comptant plusieurs maréchaux de France parmi leurs aïeux, prouve que notre famille jouissait d'une grande considération dans le pays.

Mon père était né en 1753; il reçut une excellente éducation et était très instruit. Il aimait l'étude, les belles-lettres et les arts. Son caractère un peu violent avait été tempéré par l'habitude de la bonne société dans laquelle il vivait. Son cœur était d'ailleurs si bon que, le premier mouvement passé, il cherchait toujours à faire oublier les brusqueries qui lui étaient échappées. Mon père était un superbe homme, d'une très haute et forte stature. Sa figure brune, mâle et sévère, était très belle et régulière.

Mon grand-père était devenu veuf pendant que son fils était encore au collège, sa maison était dirigée par une de ses vieilles cousines, l'aînée des demoiselles Oudinet de Beaulieu. Cette parente rendit de grands services à mon grand-père, qui, devenu presque aveugle à la suite d'un coup de foudre tombé à ses côtés, ne sortait plus de son manoir. Ainsi mon père, à son entrée dans le monde, se trouvant entre un vieillard infirme et une tante dévouée à ses moindres volontés, disposait à son gré de

la fortune de la maison. Il n'en abusa pas; mais comme il avait pour l'état militaire un goût très prononcé qui se trouvait journellement excité par ses liaisons avec les jeunes seigneurs des environs, il accepta la proposition que lui fit le colonel marquis d'Estresse, voisin et ami de la famille, de le faire recevoir dans les gardes du corps du roi Louis XV.

En entrant dans les gardes, mon père avait reçu le brevet de sous-lieutenant. Au bout de quelques années, il fut fait garde-lieutenant. Comme, sous les auspices du marquis d'Estresse, il était reçu à Paris dans plusieurs maisons, notamment dans celle du lieutenant général comte de Schomberg, inspecteur général de cavalerie, celui-ci ayant apprécié les mérites de mon père, le fit nommer capitaine dans son régiment de dragons (1781) et le prit pour son aide de camp (1782).

Mon grand-père venait de mourir; mon père était encore garçon, et sa fortune ainsi que sa position (un capitaine était à cette époque, en province, un personnage de quelque importance) le mettaient en état de choisir une femme sans crainte d'être refusé.

Il existait alors, au château de Laval de Cère, situé à une lieue de celui de Larivière, qui appartenait à mon père, une famille noble, mais peu riche, nommée de Certain. Le chef de cette maison étant accablé par la goutte, ses affaires étaient dirigées par madame de Certain, femme d'un rare mérite. Elle sortait de la famille noble de Verdal, qui, vous le savez, a la prétention de compter saint Roch parmi les parents de ses ancêtres du côté des femmes, un Verdal ayant, dit-elle, épousé une sœur de saint Roch, à Montpellier. J'ignore jusqu'à quel point cette prétention est fondée, mais il est certain qu'avant la révolution de 1789, il existait à la porte du vieux château de Gruniac (que possède encore la famille de Verdal) un banc de pierre en très grande vénération parmi les habitants des montagnes voisines, parce que, selon la tradition, saint Roch, lorsqu'il venait passer quelque temps auprès de sa sœur, se complaisait à se placer sur ce banc, d'où l'on aperçoit la campagne, ce que l'on ne peut faire du château, espèce de forteresse des plus sombres.

M. et madame de Certain avaient trois fils et une fille, et, selon l'usage de cette époque, ils ajoutèrent à leur nom de famille celui de quelque domaine. Ainsi, l'aîné des fils reçut

le surnom de *Canrobert*, porté encore par son fils, notre cousin, qui l'a tant illustré depuis. Le fils aîné de la maison de Certain était, à l'époque dont je parle, chevalier de Saint-Louis et capitaine au régiment d'infanterie de Penhièvre; le second fils s'appela *de l'Isle*, il était lieutenant au régiment de Penhièvre; le troisième fils reçut le surnom de *La Coste* et servait, comme mon père, dans les gardes du corps; la fille s'appela mademoiselle *du Puy*, ce fut ma mère.

Mon père s'unifia intimement avec M. Certain de La Coste, et il était difficile qu'il en fût autrement, car, outre les trois mois qu'ils passaient à l'hôtel de Versailles pendant leur service, les voyages qu'ils faisaient ensemble deux fois par an devaient achever de les lier.

Les voitures publiques étaient alors fort rares, sales, incommodes, et marchaient à très petites journées : il n'était d'ailleurs pas de bon ton d'y monter; aussi les nobles vieux ou malades prenaient seuls des voiturins, tandis que la jeune noblesse et les officiers voyageaient à cheval. Il s'était donc établi, parmi les gardes du corps, un usage qui, de nos jours, paraîtrait fort bizarre. Comme ces messieurs ne faisaient annuellement que trois mois de service, et que le corps se trouvait, par conséquent, partagé en quatre fractions à peu près égales, ceux d'entre eux qui habitaient la Bretagne, l'Auvergne, le Limousin et autres contrées fournissant de bons petits chevaux, en avaient acheté un certain nombre dont le prix ne devait pas dépasser cent francs, y compris la selle et la bride. Au jour fixé, tous les gardes du corps de la même province appelés à aller reprendre leurs fonctions se réunissaient à cheval sur le point désigné, et la joyeuse caravane se mettait en route pour Versailles. On faisait douze à quinze lieues par jour, certain de trouver tous les soirs, à des prix modérés et convenus, un bon gîte et un bon souper dans les hôtels choisis pour étapes, car on y était attendu à jours fixes. Le voyage se faisait gaiement, en devisant, chantant, bravant les mauvais temps ou la chaleur, ainsi que les mésaventures, et riant des bons contes que chacun devait faire tour à tour en cheminant. La caravane se grossissait en route par l'arrivée des gardes du corps des provinces qu'on traversait. Enfin, les divers groupes arrivant de tous les points de la France, entraient à Versailles le jour même de l'expiration de leur congé, et par consé-

HISTORIA

quent au moment du départ des gardes qu'ils devaient relever. Alors chacun de ceux-ci achetait l'un des bidets amenés par les arrivants, auxquels il les payait cent francs, et, formant de nouvelles caravanes, tous prenaient le chemin du castel paternel, puis, à leur rentrée dans leurs foyers, ils lâchaient les *criquets* dans les prairies, où il les laissaient paître à l'aventure pendant neuf mois, jusqu'au moment où ils les ramenaient à Versailles et les cédaient à d'autres camarades, de sorte que ces chevaux, changeant continuellement de maîtres, allaient tour à tour dans les diverses provinces de la France.

Mon père s'était donc lié intimement avec M. Certain de La Costa, qui était du même quartier et appartenait comme lui à la compagnie de Noailles. De retour au pays, ils se voyaient fréquemment : il devint bientôt l'ami de ses frères. Mademoiselle du Puy était jolie, spirituelle, et quoiqu'elle ne dût avoir qu'une très faible dot et que plusieurs riches partis fussent offerts à mon père, il préféra mademoiselle du Puy et l'épousa en 1776.

Nous étions quatre frères : l'aîné, Adolphe, aujourd'hui maréchal de camp; j'étais le second, Théodore le troisième, et Félix le dernier. Nos âges se suivaient à peu près à deux ans de distance.

J'étais très fortement constitué, et n'eus d'autre maladie que la petite vérole; mais je faillis périr d'un accident que je vais vous raconter.

Je n'avais que trois ans lorsqu'il advint; mais il fut si grave, que le souvenir en est resté gravé dans ma mémoire. Comme j'avais le nez un peu retroussé et la figure ronde, mon père m'avait surnommé le *petit chat*. Il n'en fallut pas davantage pour donner à un si jeune enfant le désir d'imiter le chat; aussi mon plus grand bonheur était-il de marcher à quatre pattes en mimant, et j'avais pris ainsi l'habitude de monter tous les jours au second étage du château, pour aller joindre mon père dans une bibliothèque où il passait les heures de la plus forte chaleur. Dès qu'il entendait les mialements de son *petit chat*, il venait ouvrir la porte et me donnait un volume des œuvres de Buffon dont je regardais les gravures pendant que mon père continuait sa lecture. Ces séances me plaisaient infiniment; mais un jour ma visite ne fut pas aussi bien reçue qu'à l'ordinaire. Mon père, probablement occupé de choses sérieuses, n'ouvrit pas à son *petit chat*. En vain, je redoublai mes mialements sur les tons les plus doux que je pus trouver; la porte restait close. J'avisai alors, au niveau du parquet, un trou nommé *chatière*, qui existe dans les châteaux du Midi au bas de toutes les portes, afin de donner aux chats un libre accès dans les appartements. Ce chemin me paraissait être tout naturellement le mien; je m'y glissai tout doucement. La tête passa d'abord, mais le corps ne peut suivre; alors je veux reculer, mais ma tête était prise, et je ne puis ni avancer ni reculer. J'étranglais. Cependant, je m'étais tellement identifié avec mon rôle de chat, qu'au lieu de parler pour

faire connaître à mon père la fâcheuse situation dans laquelle je me trouvais, je *miaulai* de toutes mes forces, non pas doucement, mais en chat fâché, en chat qu'on étrangle, et il paraît que je le faisais d'un ton si naturel, que mon père, persuadé que je plaisantais, fut pris d'un fou rire inextinguible. Mais tout à coup les mialements s'affaiblirent, ma figure devint bleue, je m'évanouis. Jugez de l'embarras de mon père, qui comprit alors la vérité. Il enlève, non sans peine, la porte de ses gonds, me dégage et m'emporte sans connaissance dans les bras de ma mère, qui, me croyant mort, eut elle-même une crise terrible. Lorsque je revins à moi, un chirurgien était en train de me saigner. La vue de mon sang, et l'empressement de tous les habitants du château groupés autour de ma mère et de moi, firent une si vive impression sur ma jeune imagination, que cet événement est resté fortement gravé dans ma mémoire.

CHAPITRE II

Premiers orages révolutionnaires. — Attitude de mon père. — Il rentre au service. — Je suis confié aux mains de mademoiselle Mongalvi. — Ma vie au pensionnat.

Pendant que mon enfance s'écoulait paisiblement, de bien graves événements se préparaient. L'orage révolutionnaire grondait déjà, et ne tarda pas à éclater : nous étions en 1789.

L'assemblée des États généraux, remuant toutes les passions, détruisait la tranquillité dont jouissait la province que nous habitions, et porta la division dans presque toutes les familles, surtout dans la nôtre; car mon père, qui blâmait depuis longtemps les abus auxquels la France était assujettie, adopta le principe des améliorations qu'on projetait, sans prévoir les atrocités que ces changements allaient amener, tandis que ses trois beaux-frères et ses amis repoussaient toute innovation. De là de vives discussions, auxquelles je ne comprenais rien, mais qui m'affligeaient, parce que je voyais ma mère pleurer, en cherchant à calmer l'irritation de ses frères et de son époux. Cependant, sans trop savoir pourquoi, je me rangeais du côté des modérés démocrates qui avaient choisi mon père pour chef, car il était incontestablement l'homme le plus capable de la contrée.

L'Assemblée constituante venait de détruire les *rentes féodales*. Mon père, en qualité de gentilhomme, en possédait quelques-unes que son père avait achetées. Il fut le premier à se conformer à la loi. Les roturiers, qui attendaient pour se décider que mon père leur donnât l'exemple, ne voulurent plus rien payer, lorsqu'ils connurent sa renonciation aux *rentes féodales* qu'il possédait.

Peu de temps après, la France ayant été divisée en *départements*, mon père fut nommé administrateur de la Corrèze et, peu de temps après, membre de l'Assemblée législative.

Les trois frères de ma mère et presque

toute la noblesse du pays n'avaient pas tardé à émigrer. La guerre paraissait imminente. Alors, pour engager tous les citoyens à s'armer, on peut-être aussi pour savoir jusqu'à quel point il pouvait compter sur l'énergie des populations, le gouvernement, à un jour donné, fit répandre dans toutes les communes de France le bruit que les *brigands*, conduits par les émigrés, venaient pour détruire les nouvelles institutions. Le tocsin sonna sur toutes les églises, chacun s'arma de ce qu'il put trouver; on organisa les *gardes nationales*; le pays prit un aspect tout guerrier, et l'on attendait les prétendus brigands que, dans chaque commune, on disait être dans la commune voisine. Rien ne parut; mais l'effet était produit : la France se trouvait sous les armes, et avait prouvé qu'elle était en état de se défendre.

Nous étions alors à la campagne, seuls avec ma mère. Cette alerte, qu'on nomma dans le pays le *jour de la peur*, m'étonna et m'aurait probablement alarmé, si je n'eusse vu ma mère assez calme. J'ai toujours pensé que mon père, connaissant sa discrétion, l'avait prévenue de ce qui devait arriver.

Tout se passa d'abord sans excès de la part des paysans, qui, dans nos contrées, avaient conservé un grand respect pour les anciennes familles; mais bientôt, excités par les démagogues des villes, les campagnards se portèrent sur les habitations des nobles, sous prétexte de chercher les émigrés cachés, mais en réalité pour se faire donner de l'argent, et prendre les titres de rentes féodales qu'ils brûlaient dans d'immenses feux de joie. Du haut de notre terrasse, nous vîmes ces forcés courir la torche en main vers le château d'Estrosse dont tous les hommes avaient émigré, et qui n'était plus habité que par des dames. C'étaient les meilleures amies de ma mère; aussi fut-elle vivement affectée de ce que, malgré mon extrême jeunesse, je laxai de *brigandage*. Les amitiés de ma mère redoublèrent, lorsqu'elle vit arriver sa vieille mère qu'on venait de chasser de son château, déclaré *propriété nationale*, par suite de l'émigration des trois fils!... Jusque-là le foyer de mon père avait été respecté avec d'autant plus de raison que son patriotisme était connu et que, pour en donner des preuves nouvelles, il avait pris du service dans l'armée des Pyrénées comme capitaine des chasseurs des montagnes, à l'expiration de son mandat à l'Assemblée législative; mais le torrent révolutionnaire passant tout sous le même niveau, la maison de Saint-Céré, que mon père avait achetée dix ans avant de M. de Lapanonie, fut confisquée et déclarée *propriété nationale*, parce que l'acte de vente avait été passé sous seing privé, et que le vendeur avait émigré avant de ratifier devant le notaire. On n'accorda à ma mère que quelques jours pour en retirer son linge, puis la maison fut vendue aux enchères, et achetée par le président du district qui en avait lui-même provoqué la confiscation!... Enfin, les paysans, amenés par quelques meneurs de Beaulieu, se portèrent en masse au château

MÉMOIRES DU GÉNÉRAL BARON DE MARBOT

de mon père, où, avec tous les ménagements possibles et même avec une espèce de politesse, ils dirent à ma mère qu'ils ne pouvaient se dispenser de brûler les titres de rentes féodales que nous avions encore, et de vérifier si les émigrés ses frères n'étaient pas cachés dans son château. Ma mère les reçut avec beaucoup de courage, leur remit les titres et leur fit observer que, connaissant ses frères pour des gens d'esprit, on ne devait pas supposer qu'ils eussent émigré pour revenir ensuite en France se cacher dans son château. Ils convinrent de la justesse de ce raisonnement, burent et mangèrent, brûlèrent les titres au milieu de la cour et se retirèrent sans faire aucun dégât, en criant : Vive la nation et le citoyen Marbot ! et ils chargèrent ma mère de lui écrire qu'ils l'aimaient beaucoup, et que sa famille était en sûreté au milieu d'eux.

Malgré cette assurance, ma mère, comprenant que son titre de sœur d'émigrés pourrait lui attirer les plus grands désagréments, dont ne la sauverait peut-être pas celui d'épouse d'un défenseur de la patrie, résolut de s'éloigner momentanément. Elle m'a dit depuis que ce qui la décida à prendre ce parti fut la conviction que l'orage révolutionnaire ne durerait que quelques mois : bien des gens le croyaient aussi.

Ma grand-mère avait en sept frères, qui, tous, selon l'usage de la famille de Verdal, avaient été militaires et chevaliers de Saint-Louis. L'un d'eux, ancien chef de bataillon au régiment de Penhièvre-infanterie, avait, en



DUGOMMIER
Général en chef de l'armée des Pyrénées-Orientales.
— Tableau de ROUGET. (Musée de Versailles.)

prenant sa retraite, épousé la riche veuve d'un conseiller au parlement de Rennes. Ma mère résolut de se rendre auprès d'elle, et se préparait à partir, comptant m'emmener avec elle, quand je fus assailli par une quantité de gros clous très douloureux. Il était impossible de faire voyager un enfant de huit ans dans cet état, et comme il se prolongeait, ma mère

était dans une grande perplexité.... Elle en fut tirée par une respectable dame, mademoiselle Mongalvi, qui lui était bien dévouée et dont la mémoire me sera toujours chère. Mademoiselle Mongalvi recevait à Turenne quelques pensionnaires dont ma mère avait été l'une des premières; elle proposa de me prendre chez elle pendant les quelques mois que durerait l'absence de ma mère. Celle-ci en référa à mon père, et son consentement étant arrivé, je partis et fus installé dans le pensionnat de demoiselles. — Quoi? direz-vous, un garçon avec des jeunes filles! Eh oui!... Mais observez que j'étais un enfant très doux, paisible, obéissant, et n'ayant que huit ans.

Les pensionnaires entrés dans la maison de mademoiselle Mongalvi, depuis l'époque où ma mère en avait fait partie, étaient des jeunes personnes de seize à vingt ans; les plus jeunes avaient au moins quatorze ans, et étaient assez raisonnables pour qu'on pût m'admettre parmi elles.

A mon arrivée, tout le petit troupeau féminin accourut au-devant de moi et me reçut avec de tels cris de joie et de si bonnes caresses, que jeme félicitai dès le premier instant d'avoir fait ce voyage. Je me figurais d'ailleurs qu'il serait de peu de durée, et je crois même que je regrettais intérieurement de n'avoir que peu de temps à passer avec ces bonnes jeunes demoiselles, qui me donnaient tout ce qui pouvait me faire plaisir, et se disputaient à qui me tiendrait par la main.

Cependant, ma mère partit et se rendit auprès de mon oncle. Les événements marchaient avec rapidité. La Terreur ensanglantait la France. La guerre civile éclata dans la Vendée et la Bretagne. Il devint absolument impossible d'y voyager, de telle sorte que ma mère, qui ne devait passer que deux ou trois mois à Rennes, s'y trouva retenue malgré elle pendant plusieurs années. Mon père combattait toujours dans les Pyrénées et en Espagne, où sa capacité et son courage l'avaient élevé au grade de général de division. Entré dans le pensionnat pour quelques mois, j'y restai donc au moins pendant quatre ans, qui furent pour moi autant d'années de bonheur, que venait bien obscurcir de temps en temps le souvenir de mes parents; mais les bonnes dames Mongalvi et leurs pensionnaires redoublaient alors de bonté pour moi et chassaient les pensées qui m'attristaient momentanément.

Lorsque, bien des années après, j'ai lu l'histoire de Vert-Vert vivant au milieu des Vislandines de Nevers, je me suis écrié : « C'est ainsi que j'étais dans le pensionnat de Turenne ! » Comme lui, j'étais gâté au delà de toute expression par les maîtresses et par les pensionnaires. Je n'avais qu'à désirer pour obtenir; rien n'était assez bon ni assez beau pour moi. Ma santé était redevenue parfaite. J'étais blanc et frais; aussi c'était à qui m'embrasserait!

Dans les récréations qui avaient lieu dans un très vaste enclos où se trouvaient un beau jardin, des prairies, des vignes, des bosquets, les jeunes filles me couronnaient, m'enguirlandaient de fleurs; puis me plaçant sur un

petit brancard, couvert de roses, elles me portaient à tour de rôle en chantant. — D'autres fois je jouais aux barres avec elles, ayant le privilège de toujours prendre sans jamais être pris. Elles me lisaient des histoires, me chantaient des chansons; enfin c'était à qui chercherait à faire quelque chose pour moi.

Il me souvient qu'en apprenant l'horrible exécution de Louis XVI, madame Mongalvi fit mettre toute la pension à genoux pour réciter des prières pour le repos de l'âme du malheureux roi. L'indiscrétion de quelqu'un d'entre nous aurait pu lui attirer à cette occasion de grands désagréments, mais toutes ses élèves étaient d'âge à le comprendre, et je sentis qu'il n'en fallait pas parler : on n'en sut rien au dehors de la maison.

CHAPITRE III

Mon père est nommé au commandement de l'armée de Toulouse. Il me rappelle auprès de lui. — Rencontre d'un convoi d'aristocrates. — Mon existence à Toulouse. — Je suis conduit à Sorèze.

Je restai dans ce doux asile jusqu'en novembre 1795. J'avais onze ans et demi lorsque mon père reçut le commandement d'un camp formé à Toulouse. Il profita de quelques jours de congé pour me voir et régler ses affaires, dont il n'avait pu s'occuper depuis plusieurs années. Il descendit à Turenne chez un de ses amis et courut à la pension. Il était en uniforme d'officier général, avec un grand sabre, les cheveux coupés, sans poudre, et portant des moustaches énormes, ce qui contrastait singulièrement avec le costume que j'avais l'habitude de lui voir lorsqu'il habitait paisiblement le château de Larivière.

J'ai dit que mon père, malgré sa mâle figure et son aspect sévère, était très bon, surtout pour les enfants, qu'il aimait passionnément. Je le revis donc avec de vifs transports de joie, et il me combla de caresses. Il passa quelques jours à Turenne, remerciant bien les bonnes dames Mongalvi des soins vraiment maternels qu'elles m'avaient prodigués; mais en me questionnant, il lui fut très facile de voir que si je savais bien les prières, les litanies et force cantiques, mes autres connaissances se bornaient à quelques notions d'histoire, de géographie et d'orthographe. Il considéra d'ailleurs qu'étant dans ma douzième année, il n'était plus guère possible de me laisser dans une pension de demoiselles, et qu'il était temps de me donner une éducation plus mâle et plus étendue. Il résolut donc de m'emmener avec lui à Toulouse, où il avait déjà fait venir Adolphe à sa sortie d'Effiat, afin de nous placer tous deux au collège militaire de Sorèze, le seul grand établissement de ce genre que la tourmente révolutionnaire eût laissé debout.

Je partis en embrassant mes jeunes amies. Nous nous dirigeâmes sur Crescenac, où nous trouvâmes le capitaine Gault, aide de camp de mon père. Pendant qu'on graissait la voiture, Spira, le vieux serviteur de mon père, qui savait que son maître voulait marcher jour et nuit, faisait provision de vivres et arrangeait les paquets. En ce moment, un spectacle nou-

HISTORIA

veau pour moi se présente : une colonne mobile, composée de gendarmes, de gardes nationaux et de volontaires, entre dans le bourg de Crassensac, musique en tête. Je n'avais jamais rien vu de pareil et trouvai cela superbe ; mais je ne pouvais m'expliquer pourquoi les soldats faisaient marcher au milieu d'eux une douzaine de voitures remplies de vicieux messieurs, de dames et d'enfants ayant tous l'air fort triste.

Cette vue mit mon père en fureur. Il se retira de la fenêtre, et se promenant à grands pas avec son aide de camp dont il était sûr, je l'entendis s'écrier : « Ces misérables conventionnels ont gâté la Révolution qui pouvait être si belle ! Voilà encore des innocents qu'on mène en prison parce qu'ils sont nobles ou parents d'émigrés ; c'est affreux ! » Je compris tout ce que mon père dit à ce sujet, et je vouai comme lui la haine la plus prononcée à ce parti terroriste qui gâta la révolution de 1789.

Mais pourquoi, dira-t-on, votre père servait-il encore un gouvernement qu'il méprisait ?

Pourquoi ? — C'est qu'il pensait que repousser les ennemis du territoire français était toujours une chose honorable et qui ne rendait pas les militaires solidaires des atrocités que la Convention commettait à l'intérieur.

Ce que mon père avait dit m'avait déjà intéressé en faveur des individus placés dans les voitures. Je venais d'apprendre que c'étaient des familles nobles qu'on avait arrachées le matin de leurs châteaux, et que l'on conduisait dans les prisons de Souillac. Il y avait des vieillards, des femmes, des enfants, et je me demandais en moi-même comment ces êtres faibles pouvaient être dangereux pour le pays, lorsque j'entendis plusieurs des enfants demander à manger. Une dame pria un garde national de la laisser descendre pour aller acheter des vivres : il s'y refusa durement, et la dame lui ayant présenté un assignat en le priant de vouloir bien lui procurer du pain, le garde lui répondit : « Me prends-tu pour un de tes ci-devant laquais ?... » Cette brutalité m'indigna. J'avais remarqué que Spire avait placé dans les poches de la voiture plusieurs petits pains, dans l'intérieur de chacun desquels on avait mis une saucisse. J'allai prendre deux de ces pains, et m'approchant de la voiture des enfants prisonniers, je les leur jetai pendant que les gardes tournaient le dos. La mère et les enfants me firent des signes de reconnaissance si expressifs, que je résolus d'approvisionner aussi les autres prisonniers, et je leur portai successivement toutes les provisions que Spire avait faites pour nourrir quatre personnes pendant les quarante-huit heures que nous devions passer en route, afin de nous rendre à Toulouse. Enfin, nous partons sans que Spire se soit douté de la distribution que je venais de faire. Les petits prisonniers m'envoient des baisers, les parents me saluent ; mais à peine sommes-nous à cent pas du relais, que mon père, qui avait hâte de s'éloigner d'un spectacle dont il était navré, et qui n'avait pas voulu se mettre à table dans l'auberge, éprouva le besoin de

manger et demanda les provisions. Spire indique les poches dans lesquelles il les a placées. Mon père et M. Gault fouillent tout l'intérieur de la voiture et n'y trouvent rien. Mon père s'empare contre Spire qui, du haut de son siège, jure par tous les diables qu'il avait garni la voiture de vivres pour deux jours. J'étais un peu embarrassé ; cependant, je ne voulus pas laisser gronder plus longtemps le pauvre Spire et déclarai ce que j'avais fait. Je m'attendais à être un peu repris pour avoir agi sans autorisation, mais mon père m'embrassa de la manière la plus tendre, et bien des années après il parlait encore avec bonheur de ma conduite en cette occasion.

Voilà pourquoi, mes enfants, j'ai cru devoir vous le rappeler. On est si heureux de penser qu'on a obtenu dans quelques circon-



Cliché Braun.

JOUBERT
Général en chef de l'armée d'Italie. — Tableau de Boucrot. (Musée de Versailles.)

stances l'approbation de ceux qu'on a aimés et perdus !

De Crassensac à Toulouse, la route était couverte de volontaires qui se rendaient gaiement à l'armée des Pyrénées en faisant retentir les airs de chansons patriotiques. Ce mouvement me charmait, et j'aurais été heureux si je n'eusse souffert physiquement, car n'ayant jamais fait de longues courses en voiture, j'avais le mal de mer pendant le voyage, ce qui détermina mon père à s'arrêter toutes les nuits pour me faire reposer.

J'arrivai cependant à Toulouse, très fatigué ; mais la vue de mon frère, dont j'étais séparé depuis quatre ou cinq ans, me donna une joie fort grande qui me rétablit en peu de temps.

Mon père, en qualité de général de division commandant le camp situé au Miral, près de

Toulouse, avait droit à être logé militairement, et la municipalité lui avait assigné le bel hôtel de Rosséguier, dont le propriétaire avait émigré. Madame de Rosséguier s'était retirée avec son fils dans les appartements les plus cloignés, et mon père avait ordonné qu'on eût les plus grands égards pour sa malheureuse position.

La maison de mon père était très fréquentée ; il recevait tous les jours et devait faire beaucoup de dépenses, car, bien qu'un général de division reçût alors dix-huit rations de tous genres, et que ses aides de camp en eussent aussi, cela ne pouvait suffire ; il fallait acheter une foule de choses, et cependant l'État ne donnait alors à l'officier général comme au simple sous-lieutenant que huit francs par mois en numéraire, le surplus de la solde étant payé en assignats, dont la valeur diminuait chaque jour, et comme mon père était très généreux, invitait de nombreux officiers du camp, avait de nombreux domestiques (qu'on appelait alors serviteurs), dix-huit chevaux, des voitures, une loge au théâtre, etc., etc., il dépensait les économies qu'il avait faites au château de Larivière, et ce fut du moment de sa rentrée au service que date la diminution de sa fortune.

Quoiqu'on fût au plus fort de la Terreur, que la subordination fût très affaiblie en France, d'où le bon ton semblait éloigné pour toujours, mon père savait si bien en imposer aux nombreux officiers qui venaient chez lui, que la plus parfaite politesse régnait dans son salon comme à sa table.

Parmi les officiers employés au camp, mon père en avait pris deux en grande prédilection ; aussi les invitait-il plus souvent que les autres.

L'un, nommé Augereau, était adjudant général, c'est-à-dire colonel d'état-major ; l'autre était Lannes, simple lieutenant de grenadiers dans un bataillon de volontaires du département du Gers. Ils sont devenus maréchaux de l'Empire, et j'ai été leur aide de camp. Je vous donnerai leur biographie lorsque j'écirai le récit de ce qui m'est advenu quand je servais auprès d'eux.

A cette époque, Augereau, après s'être évadé des prisons de l'inquisition de Lisbonne, venait de faire la guerre dans la Vendée, où il s'était fait remarquer par son courage et la facilité avec laquelle il maniait les troupes. Il était très bon tacticien, science qu'il avait apprise en Prusse, où il avait longtemps servi dans les gardes à pied du grand Frédéric ; aussi l'appelaient-on le grand Prussien. Il avait une tenue militaire irréprochable, toujours tiré à quatre épingles, frisé et poudré à blanc, longue queue, grandes bottes à l'écuylère des plus luisantes, et avec cela une tournure fort martiale. Cette tenue était d'autant plus remarquable qu'à cette époque ce n'était pas par là que brillait l'armée française, presque uniquement composée de volontaires peu habitués à porter l'habit d'uniforme, et fort peu soigneux de leur toilette. Cependant, personne ne se permettait de railler Augereau sur cet article, car on savait qu'il était grand bretteur, très brave, et avait fait mettre les pouces au célèbre Saint-Georges, la plus forte lame de France.

MÉMOIRES DU GÉNÉRAL BARON DE MARBOIS

J'ai dit qu'Augereau était bon tacticien ; aussi mon père l'avait-il chargé de diriger l'instruction des bataillons des nouvelles levées dont se composait la majeure partie de la division. Ces bataillons provenaient du Limousin, de l'Auvergne, des pays basques, du Quercy, du Gers et du Languedoc. Augereau les forma très bien, et en agissant ainsi il ne se doutait pas qu'il travaillait pour sa gloire future, car les troupes que mon père commandait alors formèrent plus tard la célèbre division Augereau, qui fit de si belles choses dans les Pyrénées-Orientales et en Italie. Augereau, venant presque tous les jours chez mon père, et s'en voyant apprécié, lui voua une amitié qui ne s'est jamais démentie et dont je ressentis les bons effets après la mort de ma mère.

Quant au lieutenant Lannes, c'était un jeune Gascon des plus vifs, spirituel, très gai, sans éducation ni instruction, mais désireux d'apprendre, à une époque où personne ne l'était. Il devint très bon instructeur, et comme il était fort vaniteux, il recevait avec un bonheur indicible les louanges que mon père lui prodiguait parce qu'il les méritait. Aussi, par reconnaissance, Lannes goûtait-il autant qu'il le pouvait les enfants de son général.

Un beau matin, mon père reçoit l'ordre de lever le camp du Miral et de conduire sa division au corps d'armée du général Dugommier, qui faisait en ce moment le siège de Toulon, dont les Anglais s'étaient emparés par surprise. Alors, mon père me déclara que ce n'était pas dans une pension de demoiselles que je pouvais apprendre ce que je devais savoir, qu'il me fallait des études plus sérieuses, et qu'en conséquence il me mènerait le lendemain au collège militaire de Sorèze, où il avait déjà retenu ma place et celle de mon frère. Je restai confondu... Ne plus retourner auprès de mes amis, avec les dames Mongalvi, cela me paraissait impossible !

Les routes étaient couvertes de troupes et de canons que mon père passa en revue à Castelnaudary. Ce spectacle, qui m'eût charmé quelques jours auparavant, ne put adoucir ma douleur, car je pensais constamment aux professeurs en présence desquels j'allais me trouver.

Nous couchâmes à Castelnaudary, où mon père apprit l'évacuation de Toulon par les Anglais (18 décembre 1793) et reçut l'ordre de se rendre avec sa division aux Pyrénées-Orientales. Il résolut donc de nous déposer le lendemain même à Sorèze, de n'y rester que quelques heures et de se rendre promptement à Perpignan.

En sortant de Castelnaudary, mon père avait fait arrêter sa voiture devant l'arbre remarquable sous lequel le comte de Montmorency fut fait prisonnier par les troupes de Louis XIII à la suite de la défaite infligée aux partisans de Gaston d'Orléans, révolté contre son frère. Il causa sur cet événement avec ses aides de camp, et mon frère, déjà fort instruit, prit part à la conversation. Quant à moi, qui n'avais que de très légères notions sur l'histoire générale de la France et n'en connaissais aucun détail, c'était pour la première fois que

j'entendais parler de la bataille de Castelnaudary, de Gaston, de sa révolte, de la prise et de l'exécution du comte de Montmorency. Aussi, comprenant parfaitement que mon père ne m'adressait aucune question à ce sujet parce qu'il avait la conviction que je ne pouvais y répondre, cela m'humilia beaucoup, et j'en conclus, à part moi, que mon père avait raison de me conduire au collège pour y faire mon éducation.

Mes regrets se changèrent donc en résolution d'apprendre ce qu'il fallait savoir. Cependant, je n'en eus pas moins le cœur navré à la vue des hautes et sombres murailles du cloître dans lequel on allait m'enfermer. J'avais onze ans et quatre mois lorsque j'entraï dans l'établissement.

CHAPITRE IV

Sorèze. — Dom Ferlus. — La vie à Sorèze. — Allures égalitaires. — Premières épreuves. — Visite d'un représentant du peuple.

C'est ici le moment de vous donner un abrégé historique du célèbre collège de Sorèze, tel qu'il m'a été fait par dom Abal, ancien sous-principal, que je voyais très souvent à Paris, sous l'Empire.

Lorsque, sous Louis XV, on résolut de chasser les Jésuites de France, leurs défenseurs prétendant qu'eux seuls pouvaient élever la jeunesse, les Bénédictins, ennemis déclarés des Jésuites, voulurent prouver le contraire ; mais comme il ne leur convenait pas, quoiqu'ils fussent très studieux et très instruits, de se transformer en pédagogues, ils choisirent quatre de leurs maisons pour en faire des collèges. Ce furent entre autres Sorèze et Pontevoy, dans lesquels ils réunirent les membres de l'Ordre qui avaient le plus d'aptitude pour le professorat et qui, après l'avoir exercé plusieurs années, pouvaient se retirer dans les autres couvents de l'Ordre. Les nouveaux collèges prospérèrent ; Sorèze surtout se fit remarquer, et la foule d'élèves qui y accoururent de toutes parts ayant rendu nécessaire un plus grand nombre de professeurs, les Bénédictins y attirèrent beaucoup de laïques des plus instruits. Ceux-ci s'établirent avec leur famille dans la petite ville où était le couvent, et les enfants de ces professeurs civils, élevés gratuitement au collège en qualité d'externes, formèrent plus tard une pépinière de maîtres de toutes les sciences et de tous les arts. Enfin, la facilité de faire donner des leçons à très bon compte ayant amené à Sorèze l'établissement de plusieurs pensionnats de demoiselles, cette petite ville devint remarquable en ce que les hommes, les femmes de la société, et jusqu'aux plus simples marchands, possédaient une instruction étendue et cultivaient tous les beaux-arts. Une foule d'étrangers, surtout des Anglais, des Espagnols et des Américains, venaient s'y fixer pour quelques années, afin d'être près de leurs fils et de leurs filles pendant la durée de leur éducation.

L'Ordre des Bénédictins était généralement composé d'hommes fort doux ; ils allaient dans le monde et recevaient souvent ; aussi

étaient-ils fort aimés, ce qui fut d'une très grande utilité à ceux de Sorèze lorsque la Révolution éclata. L'établissement avait alors pour principal dom Despaulx, homme du plus grand mérite, mais qui, n'ayant pas cru devoir prêter le serment civique exigé des membres du clergé, se retira, passa plusieurs années dans la retraite et fut plus tard nommé par l'Empereur à l'un des principaux emplois de l'Université. Tous les autres Bénédictins de Sorèze s'étaient soumis au serment : dom Ferlus devint principal, dom Abal sous-principal, et le collège, malgré la tourmente révolutionnaire, continua à marcher, en suivant l'excellente impulsion que lui avait imprimée dom Despaulx. Enfin, une loi ayant ordonné la sécularisation des moines et la vente de leurs biens, l'établissement allait tomber. Mais tous les hommes importants du pays avaient été élevés à Sorèze et désiraient qu'il en fût de même pour leurs enfants ; les habitants de la ville, les ouvriers, les paysans eux-mêmes, vénéraient les bons Pères et comprirent que la destruction du collège amènerait la ruine de la contrée. On engagea dom Ferlus à se porter acquéreur du collège et des immenses propriétés qui en dépendaient. Personne ne mit aux enchères, le principal devint donc propriétaire à bon compte de l'immense couvent et des terres qui y étaient annexées. Les administrateurs du département lui donnèrent beaucoup de temps pour payer. On lui prêta de toutes parts des assignats, qu'il remboursa avec quelques coupes de bois. Les vastes fermes du domaine fournirent à la nourriture du collège, et, faute d'argent, dom Ferlus payait les professeurs externes en denrées, ce qui leur convenait très fort, à une époque où la famine régnait en France.

Dom Ferlus fit l'usage le plus honorable de la fortune que les circonstances venaient de lui donner. Il y avait parmi les élèves une centaine de créoles de Saint-Domingue, la Guadeloupe, la Martinique et autres colonies, que la guerre maritime, et surtout la révolte des nègres, privaient de la faculté de correspondre avec leurs parents. Dom Ferlus les garda tous. A mesure que ces enfants arrivaient à l'âge d'homme, il les employait comme sous-maîtres et les faisait placer dans différentes administrations. Plus tard, l'horizon politique s'étant éclairci, le Directeur, puis l'Empereur, aidèrent dom Ferlus dans la bonne œuvre qu'il avait entreprise. C'est ainsi que la loyauté et l'humanité de ce supérieur estimable, augmentant la bonne réputation de son établissement, le firent prospérer de plus en plus.

À la mort de dom Ferlus, le collège passa aux mains de Raymond Ferlus, homme peu capable, frère du précédent, ancien Oratorien marié, mauvais poète et connu seulement par la guerre de plume qu'il a longtemps soutenue contre M. Raouf-Lormian. Le collège allait en déclinant, lorsque la Restauration de 1814 ramena les Jésuites. Ceux-ci voulurent alors se venger des Bénédictins, en abattant l'édifice qu'ils avaient établi sur les ruines de

HISTORIA

leur Ordre. L'Université, dirigée par l'abbé Frayssinous, prit parti pour les Jésuites. M. Raymond Ferlus céda alors le collège à son gendre, M. Bernard, ancien officier d'artillerie, qui avait été mon condisciple. Celui-ci n'entendait rien à la direction d'un tel établissement; d'ailleurs, une foule de bons collègues vinrent lui faire concurrence, et Sorèze, perdant de jour en jour de son importance, est devenu une des plus médiocres maisons d'éducation.

Je reviens à l'époque où je fus placé à Sorèze. Je vous ai dit comment dom Ferlus avait sauvé ce collège de la ruine et comment, soutenu par les soins de cet homme éclairé, ce fut le seul grand établissement de ce genre que la Révolution laissa debout. Les moines prirent l'habit laïque, et le nom de *citoyen* remplaça celui de *dom*. A cela près, rien d'essentiel n'était changé dans le collège, qui subsistait paisiblement dans un coin de la France, pendant qu'elle était en proie aux plus cruels déchirements. Je dis que rien d'essentiel n'était changé, parce que les études y suivaient leur cours habituel et que l'ordre n'était point troublé; mais il était cependant impossible que l'agitation fébrile qui régnait au dehors ne se fit un peu sentir dans le collège. Je dirai même que dom Ferlus, en homme très habile, faisait semblant d'approuver ce qu'il ne pouvait empêcher. Les murs étaient donc couverts de sentences républicaines. Il était défendu de prononcer le nom de *monseigneur*. Les élèves n'allaient au réfectoire ou à la promenade qu'en chantant la *Marseillaise* ou autres hymnes républicains, et comme ils entendaient parler constamment des hauts faits de nos armées, que même quelques-uns des plus âgés s'étaient enrôlés parmi les *volontaires*, et que d'autres en avaient aussi le désir, toute cette jeunesse qui, d'ailleurs, était élevée au milieu des armes, puisque, même avant la Révolution, Sorèze était un collège militaire où l'on apprenait l'exercice, l'équitation, la fortification, etc., etc., toute cette jeunesse, dis-je, avait pris depuis quelque temps une tournure et un esprit guerriers qui avaient amené des manières un peu trop sans façon. Ajoutez à cela que le costume contribuait infiniment à lui donner l'aspect le plus étrange. En effet, les élèves avaient de gros souliers que l'on ne nettoyait que le *décadi*, des chaussettes de fil gris, pantalon et veste ronde de couleur brune, pas de gilet, des chemises débraillées et couvertes de taches d'encre ou de crayon rouge, pas de cravate, rien sur la tête, cheveux en queue souvent défilée, et des mains!... de vraies mains de charbonniers.

Me voyez-vous, moi, propre, ciré, vêtu d'habits de drap fin, enfin tiré à quatre épingles, me voyez-vous lancé au milieu de sept cents gamins fagotés comme des diables et qui, en entendant l'un d'eux crier : « Voilà des nouveaux ! » quittèrent tumultueusement leurs jeux pour venir se grouper autour de nous, en nous regardant comme si nous eussions été des bêtes curieuses !

Mon père nous embrassa et partit... Mon désespoir fut affreux ! Me voilà donc seul, seul pour la première fois de ma vie, mon frère étant dans la grande cour et moi dans la petite.

Nous étions au plus fort de l'hiver; il faisait très froid, et d'après les règlements de la maison, jamais les élèves n'avaient de feu...

Les élèves de Sorèze étaient du reste bien nourris, surtout pour l'époque, car, malgré la famine qui désolait la France, la bonne administration de dom Ferlus faisait régner l'abondance dans la maison. L'ordinaire était certainement tout ce qu'on pouvait désirer pour des écoliers. Cependant, le souper me parut des plus mesquins, et la vue des plats servis devant moi me dégoûtait; mais m'eût-on offert des ortolans, je n'en eusse pas voulu, tant j'avais le cœur gros. Le repas finit, comme il avait commencé, par un chant patriotique.

On se mit à genoux au couplet de la *Marseillaise* qui commence par ces mots : « Amour sacré de la patrie... », puis on défila, comme on était venu, au son du tambour; enfin, on gagna les dortoirs.

Les élèves de la grande cour avaient chacun une chambre particulière, dans laquelle on les enfermait le soir; ceux de la petite couchaient quatre dans la même chambre, dont chaque angle contenait un lit. On me mit avec Guiraud, Romestan et Lagarde, mes compagnons de table, presque aussi nouveaux que moi. J'en fus bien aise. Ils m'avaient paru bons enfants et l'étaient réellement; mais je demeurai pétrifié en voyant l'exiguïté de ma couchette et le peu d'épaisseur du matelas, et ce qui me déplaisait surtout, c'est que le lit fut en fer. Je n'en avais jamais vu de pareils ! Cependant, tout était fort propre, et malgré mon chagrin, je m'endormis profondément, tant j'avais été fatigué par les secousses morales que j'avais éprouvées pendant cette fatale journée.

Le lendemain, de grand matin, le tambour de service vint battre le réveil et faire d'horribles roulements dans les dortoirs, ce qui me parut atrocement sauvage. Mais que devins-je, lorsque je m'aperçus que, pendant mon sommeil, on m'avait enlevé mes beaux habits, mes bas fins et mes jolis souliers, pour y substituer les grossiers vêtements et la lourde chaussure de l'école ! Je pleurai de rage...

Après avoir fait connaître les premières impressions que j'éprouvai à mon entrée au collège, je vous ferai grâce du récit des tourments auxquels je fus en butte pendant six mois. J'avais été trop bien choyé chez les dames Mongalvi, pour ne pas beaucoup souffrir moralement et physiquement dans ma nouvelle position. Je devins fort triste, et avec une constitution moins robuste je serais certainement tombé malade. Cette époque fut une des plus douloureuses de ma vie. Enfin, le travail et l'habitude me firent prendre peu à peu le dessus. J'aimais beaucoup les cours de littérature française, de géographie et surtout d'histoire, et j'y fis des progrès. Je devins

un écolier passable en mathématiques, en latin, au manège et à la salle d'armes; j'appris parfaitement l'exercice du fusil et me plaisais beaucoup aux manœuvres du bataillon formé d'élèves que commandait un vieux capitaine retraité.

J'ai dit que l'époque de mon entrée au collège (fin de 1793) était celle où la Convention faisait peser son sceptre sanglant sur la France. Des représentants du peuple en mission parcouraient les provinces, et presque tous ceux qui dominaient dans le Midi vinrent visiter l'établissement de Sorèze, dont le titre *militaire* sonnait agréablement à leurs oreilles. Le citoyen Ferlus avait un talent tout particulier pour leur persuader qu'ils devaient soutenir un établissement destiné à former une nombreuse jeunesse, l'*espoir de la patrie*; aussi en obtenait-il tout ce qu'il voulait, et très souvent ils lui firent délivrer une grande quantité de fascines destinées aux approvisionnements des armées, notre principal leur persuadant que nous en faisons partie et que nous en étions la pépinière. Aussi ces représentants étaient-ils reçus et fêtés comme des souverains.

A leur arrivée, tous les élèves revêtaient leurs habits d'uniforme militaire; le bataillon manœuvrait devant les représentants. On montait la garde à toutes les portes comme dans une place d'armes; on jouait des pièces de circonstance, dans lesquelles régnait le patriotisme le plus pur; on chantait des hymnes nationaux, et lorsqu'ils visitaient les classes, surtout celles d'histoire, on trouvait toujours l'occasion d'amener quelques tirades sur l'excellence du gouvernement *républicain* et les vertus *patriotiques* qui en dérivent. Il me souvient à ce propos que le représentant Chabot, ancien Capucin, me questionna un jour sur l'histoire romaine, me demanda ce que je pensais de Coriolan, qui, se voyant outragé par ses concitoyens, oublieux de ses anciens services, s'était retiré chez les Volques, ennemis jurés des Romains. Dom Ferlus et les professeurs tremblaient que je n'approuvasse la conduite du Romain; mais je la blâmâi en disant : « Qu'un bon citoyen ne devait jamais porter les armes contre sa patrie, ni songer à se venger d'elle, quelque juste que fussent ses sujets de mécontentement. » Le représentant fut si content de ma réponse qu'il me donna l'accolade et complimenta le chef du collège et les professeurs sur les bons principes qu'ils inculquaient à leurs élèves.

Ce petit succès n'affaiblit pas la haine que j'avais pour les conventionnels, et tout jeune que j'étais, ces représentants me faisaient horreur; j'avais déjà assez de raison pour comprendre qu'il n'était pas nécessaire de se baigner dans le sang français pour sauver le pays, et que les *guillotinales* et les massacres étaient des crimes affreux.

Je ne vous parlerai pas ici du système d'oppression qui régnait alors sur notre malheureuse patrie : l'histoire vous l'a fait connaître; mais quelque fortes que soient les couleurs qu'elle a employées pour peindre les

MÉMOIRES DU GÉNÉRAL BARON DE MARBOT

horreurs dont les *terroristes* se rendirent coupables, le tableau sera toujours bien au-dessous de la réalité. Ce qu'il y a surtout de plus surprenant, c'est la stupidité avec laquelle les masses se laissaient dominer par des hommes dont la plupart n'avaient aucune capacité; car, quoi qu'on en ait dit, presque tous les conventionnels étaient d'une *médiocrité* plus qu'ordinaire, et leur courage si vanté prenait sa source dans la peur qu'ils avaient les uns des autres, puisque par crainte

masses sont aveugles, et que le pire gouvernement est celui du peuple.

CHAPITRE V

Je rejoins à Paris mon père et mes frères. — Mon père est nommé au commandement de la 17^e division militaire à Paris. Il refuse de secourir les vœux de Sieyès et cède la place à Lefebvre.

Je venais d'avoir seize ans au mois d'août 1798. Six mois après, vers la fin de février, je

Faubourg-Saint-Honoré, n° 87, au coin de la petite rue Verte. J'y arrivai au moment du déjeuner : toute la famille était réunie. Il me serait impossible d'exprimer la joie que j'éprouvai en les revoyant tous ! Ce fut un des plus beaux jours de ma vie !...

Nous étions au printemps de 1799. La République existait encore, et le gouvernement se composait d'un *Directoire* exécutif de cinq membres et de deux Chambres, dont l'une portait le titre de Conseil des Anciens et l'autre



Clodé Brann.

BATAILLE DE ZURICH, gagnée par le général Masséna; le 25 septembre 1799. — Tableau de BOUCHOT. (Musée de Versailles.)

d'être guillotiné ils consentaient à tout ce que voulaient les meneurs. J'ai vu pendant mon exil, en 1815, une foule de conventionnels qui, obligés comme moi de sortir de France, n'avaient pas la moindre terreur, et qui m'ont avoué depuis qu'ils n'avaient voté la mort de Louis XVI et une foule de décrets odieux que pour sauver leur propre tête. Les souvenirs de cette époque m'ont tellement impressionné que j'abhorre tout ce qui tendrait à ramener la démocratie, tant je suis convaincu que les

quittai le collège de Sorèze. Mon père avait un ami, nommé M. Dorigoac, qui se chargea de me ramener avec lui dans la capitale.

Nous lûmes huit jours pour nous rendre à Paris, où j'entrai en mars 1799, le jour même où le théâtre de l'Odéon brûla pour la première fois. La clarté de l'incendie se projetant au loin sur la route d'Orléans, je crus bonnement que cette lueur provenait des nombreux réverbères réunis dans la capitale.

Mon père occupait alors un bel hôtel rue du

de Conseil des Cinq-Cents. Mon père recevait chez lui nombreuse société. J'y fis connaissance de son ami intime, le général Bernadotte, et des hommes les plus marquants de l'époque, tels que Joseph et Lucien Bonaparte, Desfermon, Napper-Tandy, chef des Irlandais réfugiés en France, le général Joubert, Salicetti, Garran, Cambacérès. Je voyais aussi souvent chez ma mère madame Bonaparte et madame de Condorcet, et quelquefois madame de Staël, déjà célèbre par ses œuvres littéraires.

HISTORIA

Je n'étais que depuis un mois à Paris, lorsque, les pouvoirs de la législature étant expirés, il fallut procéder à de nouvelles élections. Mon père, fatigué des tiraillements incessants de la vie politique, et regrettant de ne plus prendre part aux beaux faits d'armes de nos armées, déclara qu'il n'accepterait plus la députation, et qu'il voulait reprendre du service actif. Les événements le servirent à souhait. A la rentrée des nouvelles Chambres, il y eut un changement de ministère. Le général Bernadotte eut celui de la guerre; il avait promis à mon père de l'envoyer à l'armée du Rhin, et celui-ci allait se rendre à Mayence, lorsque le Directoire, apprenant la défaite de l'armée d'Italie commandée par Schérer, lui donna pour successeur le général Joubert qui commandait à Paris la 17^e division militaire (devenue depuis la 1^{re}). Ce poste devenu vacant, le Directoire, comprenant que sa haute importance politique exigeait qu'il fût confié à un homme capable et très ferme, le fit proposer à mon père par le ministre de la guerre Bernadotte. Mon père, qui n'avait cessé de faire partie de la législature que pour retourner à la guerre, refusa le commandement de Paris; mais Bernadotte lui montrant la lettre de service déjà signée, en lui disant que comme ami il le priait d'accepter, et que comme ministre il le lui ordonnait, mon père se résigna, et dès le lendemain il alla s'installer au grand quartier général de la division de Paris, alors situé quai Voltaire, au coin de la rue des Saints-Pères, et qu'on a démolí depuis pour construire plusieurs maisons.

Mon père avait pris pour chef d'état-major le colonel Ménard, son ancien ami. J'étais charmé de tout le train militaire dont mon père était entouré. Son quartier général ne désemplissait pas d'officiers de tous grades. Un escadron, un bataillon et six bouches à feu étaient en permanence devant ses portes, et l'on voyait une foule d'ordonnances aller et venir. Cela me paraissait plus amusant que les thèmes et les versions de Sorèze.

La France, et surtout Paris, étaient alors fort agités. On était à la veille d'une catastrophe. Les Russes, commandés par le célèbre Souwaroff, venaient de pénétrer en Italie, où notre armée avait éprouvé une grande défaite à Novi. Le général en chef Joubert avait été tué. Souwaroff vainqueur se dirigeait sur notre armée de Suisse, commandée par Masséna.

Nous avions peu de troupes sur le Rhin. Les conférences de paix entamées à Rastadt avaient été rompues et nos ambassadeurs assassinés; enfin, toute l'Allemagne s'armait de nouveau contre nous, et le Directoire, tombé dans le mépris, n'ayant ni troupes ni argent pour en lever, venait, pour se procurer des fonds, de décréter un *emprunt forcé* qui avait achevé de lui aliéner tous les esprits. On n'avait plus d'espoir qu'en Masséna pour arrêter les Russes et les empêcher de pénétrer en France. Le Directoire impatient lui expédiait courrier sur courrier pour lui ordonner de livrer bataille; mais le moderne Fabius, ne voulant pas compromettre le salut de son pays, attendait que quelque fausse manœuvre de

son pétulant ennemi lui donnât l'occasion de le battre.

Ici doit se placer une anecdote qui prouve à combien peu de chose tient quelquefois la destinée des États, comme aussi la gloire des chefs d'armée. Le Directoire, exaspéré de voir que Masséna n'obéissait pas à l'ordre réitéré de livrer bataille, résolut de le destituer; mais, comme il craignait que ce général en chef ne tint pas compte de cette destitution et ne lui mit dans sa poche, si on la lui adressait par un simple courrier, le ministre de la guerre reçut l'ordre d'envoyer en Suisse un officier d'état-major chargé de remettre *publiquement* à Masséna sa destitution, et au chef d'état-major Chérin des lettres de service qui lui confèreraient le commandement de l'armée. Le ministre Bernadotte ayant fait connaître confidentiellement ces dispositions à mon père, celui-ci les désapprouva en lui faisant comprendre ce qu'il y avait de dangereux, à la veille d'une affaire décisive, de priver l'armée de Suisse d'un général en qui elle avait confiance, pour remettre le commandement à un général plus habitué au service des bureaux qu'à la direction des troupes sur le terrain. D'ailleurs la position des armées pouvait changer: il fallait donc charger de cette mission un homme assez sage pour apprécier l'état des choses, et qui n'allât pas remettre à Masséna sa destitution à la veille ou au milieu d'une bataille. Mon père persuada au ministre de confier cette mission à M. Gault, son aide de camp, qui sous le prétexte ostensible d'aller vérifier si les fournisseurs avaient livré le nombre de chevaux stipulés dans leurs marchés, se rendit en Suisse avec l'autorisation de garder ou de remettre la destitution de Masséna et les lettres de commandement au général Chérin, selon que les circonstances lui feraient juger la chose utile ou dangereuse. C'était un pouvoir immense confié à la prudence d'un simple capitaine! M. Gault ne démentit pas la bonne opinion qu'on avait eue de lui. Arrivé au quartier général de l'armée suisse cinq jours avant la bataille de Zurich, il vit les troupes si remplies de confiance en Masséna, et celui-ci si calme et si ferme, qu'il ne douta pas du succès, et gardant le plus profond silence sur ses pouvoirs secrets, il assista à la bataille de Zurich, puis revint à Paris, sans que Masséna se fût douté que ce modeste capitaine avait eu entre ses mains le pouvoir de le priver de la gloire de remporter une des plus belles victoires de ce siècle.

La destitution imprudente de Masséna eût probablement entraîné la défaite du général Chérin, l'entrée des Russes en France, celle des Allemands à leur suite, et peut-être enfin le bouleversement de l'Europe! Le général Chérin fut tué à la bataille de Zurich sans s'être douté des intentions du gouvernement à son sujet. La victoire de Zurich, tout en empêchant les ennemis de pénétrer dans l'intérieur, n'avait cependant donné au Directoire qu'un crédit momentané; le gouvernement croulait de toutes parts: personne n'avait confiance en lui. Les finances étaient ruinées; la Vendée et la Bretagne étaient en complète

insurrection; l'intérieur dégarni de troupes; le Midi en feu; les Chambres en désaccord entre elles et avec le pouvoir exécutif; en un mot, l'État touchait à sa ruine.

Tous les hommes politiques comprenaient qu'un grand changement était nécessaire et inévitable; mais, d'accord sur ce point, ils différaient d'opinion sur l'emploi du remède. Les vieux républicains, qui tenaient à la Constitution de l'an III, alors en vigueur, crurent que pour sauver le pays il suffisait de changer quelques membres du Directoire. Deux de ces derniers furent renvoyés et remplacés par Gohier et Moulins; mais ce moyen ne fut qu'un très faible palliatif aux calamités sous lesquelles le pays allait succomber, et l'anarchie continua de régner. Alors, plusieurs directeurs, au nombre desquels était le célèbre Sieyès, pensèrent, ainsi qu'une foule de députés et l'immense majorité du public, que pour sauver la France il fallait remettre les rênes du gouvernement entre les mains d'un homme ferme et déjà illustré par les services rendus à l'État. On reconnaissait aussi que ce chef ne pouvait être qu'un *militaire* ayant une grande influence sur l'armée, capable, en réveillant l'enthousiasme national, de ramener la victoire sous nos drapeaux et d'éloigner les étrangers qui s'approprièrent à franchir les frontières.

Parler ainsi, c'était désigner le général Bonaparte; mais il se trouvait en ce moment en Égypte, et les besoins étaient pressants. Joubert venait d'être tué en Italie. Masséna, illustré par plusieurs victoires, était un excellent général à la tête d'une armée active, mais nullement un *homme politique*. Bernadotte ne paraissait ni assez capable ni assez sage pour réparer les maux de la France. Tous les regards des novateurs se portèrent donc sur Moreau, bien que la faiblesse de son caractère et sa conduite assez peu claire au 18 fructidor inspirassent quelques craintes sur ses aptitudes gouvernementales. Cependant il est certain que, faute de mieux, on lui proposa de se mettre à la tête du parti qui voulait renverser le Directoire, et qu'on lui offrit de lui confier les rênes de l'État avec le titre de président ou de consul. Moreau, bon et brave guerrier, manquait de *courage politique*, et peut-être se défiait-il de ses propres moyens pour conduire des affaires aussi embrouillées que l'étaient alors celles de la France. D'ailleurs, égoïste et paresseux, il s'inquiétait fort peu de l'avenir de sa patrie et présérait le repos de la vie privée aux agitations de la politique; il refusa donc, et se retira dans sa terre de Grosbois pour se livrer au plaisir de la chasse qu'il aimait passionnément.

Abandonnés par l'homme de leur choix, Sieyès et ceux qui voulaient avec lui changer la forme du gouvernement, ne se sentant ni assez de force ni assez de popularité pour atteindre leur but sans l'appui de la puissante épée d'un général dont le nom rallierait l'armée à leurs desseins, se virent contraints de songer au général Bonaparte. Le chef de l'entreprise, Sieyès, alors président du Directoire, se hâta qu'après avoir mis Bonaparte au pouvoir, celui-ci, ne s'occupant que de la

MÉMOIRES DU GÉNÉRAL BARON DE MARBOT

réorganisation et de la conduite des armées, lui laisserait la conduite du gouvernement dont il serait l'âme, et Bonaparte seulement le chef nominal. La suite prouva combien il s'était trompé.

Influ de cette pensée, Sieyès, par l'entremise du député corse Salicetti, envoya en Egypte un agent secret et sûr pour informer le général Bonaparte du fâcheux état dans lequel se trouvait la France, et lui proposa de venir se mettre à la tête du gouvernement. Et comme il ne doutait pas que Bonaparte n'acceptât avec résolution et ne revint promptement en Europe, Sieyès mit tout en œuvre pour assurer l'exécution du coup d'État qu'il méditait.

Il lui fut facile de faire comprendre à son collègue directeur Roger-Ducos que la puissance leur échappait journellement, et que, le pays étant à la veille d'une complète désorganisation, le bien public et leur intérêt privé devaient les engager à prendre part à l'établissement d'un gouvernement terme, dans lequel ils trouveraient à se placer d'une manière moins précaire et bien plus avantageuse. Roger-Ducos promit son concours aux projets de changement; mais les trois autres directeurs, Barras, Gohier et Moulins, ne voulant pas consentir à quitter le pouvoir, Sieyès et les meneurs de son parti résolurent de se passer d'eux et de les sacrifier lors de l'événement qui se préparait.

Cependant, il était difficile, ou du moins périlleux, même avec la présence du général Bonaparte, de changer les constitutions, de renverser le Directoire et d'établir un autre gouvernement sans l'appui de l'armée et surtout de la division qui occupait Paris. Afin de pouvoir compter sur elle, il fallait être sûr du ministre de la guerre et du général commandant la 17^e division militaire. Le président Sieyès chercha donc à gagner Bernadotte et mon père, en les faisant sonder par plusieurs députés de leurs amis, dévoués aux projets de Sieyès. J'ai su depuis que mon père avait répondu aux demi-ouvertures que l'astucieux Sieyès lui avait fait faire : « Qu'il convenait que les malheurs du pays demandaient un prompt remède; mais qu'ayant juré le maintien de la Constitution de l'an III, il ne se servirait pas de l'autorité que son commandement lui donnait sur les troupes de sa division pour les porter à renverser cette Constitution. » Puis il se rendit chez Sieyès, lui remit sa démission de commandant de la division de Paris et demanda une division active. Sieyès s'empressa de la lui accorder, tant il était aisé d'éloigner un homme dont la fermeté dans l'accomplissement de ses devoirs pouvait faire avorter le coup d'État projeté. Le ministre Bernadotte suivit l'exemple de mon père et fut remplacé par Dubois-Crancé.

Le président Sieyès fut pendant quelques jours assez embarrassé pour donner un successeur à mon père; enfin, il remit le commandement de Paris au général Lefebvre qui, récemment blessé à l'armée du Rhin, se trouvait en ce moment dans la capitale. Lefebvre était un ancien sergent des gardes françaises, brave militaire, bon général d'exécution, quand on le dirigeait de près, mais crédule au dernier point, et ne s'étant jamais rendu compte de la situation politique de la France; aussi, avec les mots habilement placés de *gloire, patrie et victoire*, on était certain de lui faire faire tout ce qu'on voulait. C'était un commandant de Paris tel que le voulait Sieyès, qui ne se donna même pas la peine de le gagner ni de le prévenir de ce qu'on attendait de lui, tant il était certain qu'au jour de l'événement Lefebvre ne résisterait pas à l'ascendant du général Bonaparte et aux cajoleries du président du Directoire. Il avait bien jugé Lefebvre, car, au 18 brumaire, celui-ci se mit avec toutes les troupes de sa division sous les ordres du général Bonaparte, lorsqu'il marcha contre le Directoire et les Conseils pour renverser le gouvernement établi et créer le Consulat, ce qui valut plus tard au général Lefebvre une très haute faveur auprès de l'Empereur, qui le nomma maréchal duc de Dantzig, sénateur, et le combla de richesses.

J'ai retracé rapidement ces événements, parce qu'ils expliquent les causes qui conduisirent mon père en Italie et eurent une si grande influence sur sa destinée et sur la mienne.

CHAPITRE VI

Mon père est envoyé en Italie. — Comment se fixa ma destinée. — Je deviens hussard.

Après avoir remis son commandement au général Lefebvre, mon père retourna s'établir à l'hôtel du faubourg Saint-Honoré et ne s'occupa plus que des préparatifs de son départ pour l'Italie.

Des causes très minimes influent souvent sur la destinée des hommes! Mon père et ma mère étaient très liés avec M. Barairon, directeur de l'enregistrement. Or, un jour qu'ils allèrent déjeuner chez lui, ils m'emmenèrent avec eux. On parla du départ de mon père, de la bonne conduite de mes deux cadets; enfin M. Barairon ayant demandé : « Et Marcellin, qu'en ferez-vous? — Un mariu, répondit mon père; le capitaine Sibille s'en charge et va l'emmenner avec lui à Toulon... » Alors la bonne madame Barairon, à laquelle j'en ai toujours su un gré infini, fit observer à mon père que la marine française était dans un désarroi complet, que le mauvais état des finances ne permettait pas qu'elle fût promptement réta-

blie, que du reste son état d'infériorité vis-à-vis de la marine anglaise la retiendrait longtemps dans les ports, qu'elle ne concevait donc pas que lui, général de division de l'armée de terre, mit son fils dans la marine, au lieu de le placer dans un régiment où le nom et les services de son père devaient le faire bienvenir. Elle termina en disant : « Conduisez-le en Italie plutôt que de l'envoyer périr d'ennemi à bord d'un vaisseau enfermé dans la rade de Toulon! » Mon père, qui avait été séduit un moment par la proposition du capitaine Sibille, avait un esprit trop juste pour ne pas apprécier le raisonnement de madame Barairon. — « Eh bien, me demanda-t-il, veux-tu venir en Italie avec moi et servir dans l'armée de terre?... » Je lui sautai au cou et acceptai avec une joie que ma mère partagea, car elle avait combattu le premier projet de mon père.

Comme alors il n'existait plus d'école militaire, et qu'on n'entraî dans l'armée qu'en qualité de *simple soldat*, mon père me conduisit sur-le-champ à la municipalité du 1^{er} arrondissement, place Beauvau, et me fit engager dans le 1^{er} régiment de hussards (ancien Bercheny), qui faisait partie de la division qu'il devait commander en Italie; c'était le 3 septembre 1799.

Mon père me mena chez le tailleur chargé de faire les modèles du ministère de la guerre et lui commanda pour moi un costume complet de hussard du 4^e, ainsi que tous les effets d'armement et d'équipement, etc., etc.... Me voilà donc *militaire!*... hussard!... Je ne me sentais pas de joie!... Mais ma joie fut troublée, lorsqu'en entrant à l'hôtel, je pensai qu'elle allait aggraver la douleur de mon frère Adolphe, âgé de deux ans de plus que moi et campé au collège comme un enfant! Je conçus donc le projet de ne lui apprendre mon engagement qu'en lui annonçant en même temps que je voulais passer avec lui le mois qui devait s'écouler avant mon départ. Je priai donc mon père de me permettre que je fusse m'installer près d'Adolphe, à Sainte-Barbe, jusqu'au jour où nous nous mettrions en route pour l'Italie.

Mon père comprit parfaitement le motif de cette demande; il m'en sut même très bon gré, et me conduisit le lendemain chez M. Lanneau.

Vous figurez-vous mon entrée au collège?... On était en récréation, les jeux cessent aussitôt; tous les élèves grands et petits m'environnent. C'est à qui touchera quelque partie de mon ajustement... bref, le succès du hussard fut complet!

Le jour du départ arriva... et je me séparai de ma mère et de mes trois frères avec la plus vive douleur, malgré le plaisir que j'éprouvais d'entrer dans la carrière militaire.

(A suivre.)

GÉNÉRAL DE MARBOT.

